

Sautebin-Pousse Marie-Thérèse

Née en France le 9.8.1947

Etudes de lettres à l'Université du Mans et de Caen, licences d'anglais et d'espagnol.

Enseignement des langues au Collège au Mans (68-72).

72, mariage avec Paul. Arrivée en Suisse sans trouver l'emploi correspondant à mes études.

72-92, divers boulots à temps partiel (cours de langues, secrétariat dans l'horlogerie et dans un cabinet d'avocates). Priorité mise sur l'engagement militant et non sur l'activité professionnelle.

78, naissance de David et poursuite de l'engagement.

87-92, reprise des études à la FAPSE, licence en Sciences de l'éducation.

93, activités professionnelles comme formatrice d'adultes, création d'un institut de formation pour adultes à Bienne, Espace de femmes pour la formation et l'emploi, devenu Espace de formations-Formation d'espaces (effe).

Séparée en 97, puis divorcée.

2011, retraite professionnelle et engagement ponctuel comme formatrice bénévole en Afrique (Coopération pédagogique en Afrique – CPA)

Origines, formation et premiers engagements

En France, je suis née dans une petite ferme familiale en 1947. Mes parents étaient engagés au niveau de la commune et de la paroisse, mais aussi consciemment dans la reconstruction de l'après-guerre. Ils visaient à la fois l'intégration dans le progrès technique et les droits des agriculteurs et agricultrices, une couche sociale encore très importante. Et ils y contribuèrent avec succès pour notre famille et leurs pairs jusqu'aux années 90 : « Pendant toutes ces années, c'était encore possible et sans accroc. Aujourd'hui tout est différent pour les jeunes » dit mon père de 92 ans.

Née dans cette génération post-guerre, j'ai bénéficié de la riche période de démocratisation des études. J'ai été éduquée dans la France coloniale, dans un pensionnat catholique de filles, et à 15 ans je rêvais de partir alphabétiser à Madagascar ou en Bolivie. En mai 68, j'avais 20 ans, j'enseignais l'espagnol au collège pour payer mes études et j'étais étudiante en lettres dans les préfabriqués de la toute jeune Université du Mans. Je me sentais étrangère dans ce monde de fils et filles de bonnes familles, je n'imaginai pas que le « mouvement de Mai 68 » allait m'ouvrir les yeux et me nourrir de questions inédites.

Je m'engageais alors dans le Mouvement rural des jeunes chrétiennes (MRJC, équivalent de la JRC en Suisse). J'y découvrais les conditions de vie de mes camarades ouvrier.ère.s, des employées de maison, de jeunes agriculteur.trice.s (dont ma sœur et son futur mari), ainsi que des quelques ruraux étudiants (nous étions très peu nombreux). Pendant quelques années, j'ai eu la chance de participer à des rencontres régionales du MRJC, en région Pays de Loire et à un stage européen post-68 où j'ai rencontré Paul. Mouvement de jeunes, pépinière de militants.

Au collège, autour de 1970, j'improvisais avec conviction des méthodes participatives d'enseignement inspirées de Freinet, mais me faisais remettre à l'ordre par les parents. J'adhérais au syndicat catholique CFTC et participais au processus de laïcisation de ce syndicat vers la CFDT, aux côtés de collègues enseignant.e.s souvent PSU ou PS.

C'était le grand chambadement ! Nous vivions une mutation collective de nos attaches et de notre éducation chrétiennes vers des valeurs humanistes, laïques, voire marxistes-socialistes. Martin Luther King, la Théologie de la libération (Amérique latine), Don Helder Camara, alimentaient un creuset d'idéaux et d'espoirs d'un changement inespéré quelques années auparavant. La question lancinante d'alors était pour moi « Est-ce le monde qui change, ou est-ce que je découvre le monde ? » avant de mesurer que nous étions des milliers à de nombreux points de la planète à être partie prenante de ces mêmes changements et questionnements.

Je n'ai pas cherché l'engagement pour des motifs conscients, je suis tombée dans la marmite ! J'ai baigné dans un milieu social, une période historique et culturelle, où faire évoluer le monde n'était pas que discussions autour d'un verre, ni débats d'idées dans des salles enfumées, mais d'abord concret et présent au quotidien. Au printemps 68, au MRJC nous préparions une rencontre européenne des jeunes ruraux, les événements de Mai ont bouleversé nos plans immédiats et à long terme. Le virage était pris.

Moi au sein de l'organisation

En 1972, je suis arrivée en Suisse, je perdais toute attache familiale, professionnelle et syndicale avec mes milieux d'insertion de France; je découvrais qu'en Suisse les femmes venaient d'obtenir le droit de vote, que les mères restaient souvent au foyer; j'étais assimilée aux étrangères en pleine période xénophobe Schwarzenbach. Le mariage avec Paul et avec la LMR se fit conjointement. La section LMR de Bienne se créait avec J-Michel Dolivo. Pas de temps à perdre.

Mes premières activités étaient très variées et sources d'apprentissages multiples : sur les questions internationales avec le soutien aux révolutionnaires du Chili sous Allende, puis l'accueil des familles réfugiées chiliennes (dès 73), le soutien aux Espagnols anti-franquistes (73-75). Au niveau local contre le statut des saisonniers avec la visite des baraquements, le soutien aux ouvriers de Général Motors contre la liquidation de l'entreprise, le comité de soutien à la grève des ouvriers des Pianos Burger et Jacobi (73). Puis le mouvement de libération des femmes (Femmes en lutte à Bienne) et l'initiative pour l'Égalité Femmes-Hommes (1975, membre du Comité d'initiative pour la LMR) prirent une place prépondérante dans mon engagement.

Les choix se sont faits naturellement comme femme, migrante (statut dont je n'étais pas consciente) et parlant l'espagnol. Je bénéficiais ainsi de zones d'activité militante où mes camarades hommes n'avaient pas ces mêmes atouts. J'en étais consciente et fort heureuse, ce fut une chance pour m'insérer à Bienne et pour développer un début d'autonomie politique.

Très rapidement j'ai été propulsée au niveau local puis national – Direction de ville (DV), Commission Femmes et Comité central (CC) – pour le fait d'être femme, et d'avoir du temps parce que sans insertion professionnelle prioritaire (et cela même quand j'ai été mère). Je ne connaissais ni le contexte politique suisse au début, ni les mille et une théories marxistes-révolutionnaires que s'envoyaient à coup de citations les débatteurs masculins et universitaires pour l'énorme majorité. J'étais dépassée et horrifiée le plus souvent, me sentant ignare mais sans envie de jouer le même jeu. Je participais avec bonheur aux séminaires de formation théorique, buvais les analyses marxistes de tous sujets, découvrais les enjeux de l'impérialisme au Vietnam ou au Chili, une culture nouvelle à tous points de vue. L'envergure intellectuelle des orateurs et parfois oratrices me subjuguait. Je lisais assidument les lectures recommandées, La Brèche, Inprecor, les classiques aussi, afin de me mettre à niveau, de m'intégrer au mieux... au détriment pendant deux décennies du plaisir des lectures-littérature !

J'avais l'avantage de travailler concrètement dans les « mouvements », d'y être insérée, de côtoyer ainsi divers avis et milieux, de m'impliquer dans la coordination des manifs unitaires du 8 mars en Suisse, ou dans les choix de campagnes de votation (Initiatives locales ou nationales contraception, maternité, avortement, droits égaux). Ces responsabilités m'ont amenée à participer aux rencontres nationales parfois internationales (rencontres féministes 1975 Année de la Femme à Bruxelles, Assises du droit à l'avortement en 77 à Paris, soutien aux féministes portugaises à Lisbonne lors du camp de solidarité en été 76). J'aimais particulièrement lire des dossiers, des études d'autres pays, des recherches sociologiques, des témoignages, pour en tirer l'essentiel et nourrir ainsi les débats suisses, pour écrire des articles dans La Brèche. C'était une période pleine d'enthousiasme.

Une Commission nationale Femmes de la LMR s'est créée (vers 1973-75 ?). Une dizaine de militantes LMR de toute la Suisse se réunissaient régulièrement pour échanger sur le travail à réaliser sur deux fronts : définir nos positions sur les sujets en débat dans le MLF et avec les autres courants féministes, mais aussi préparer nos interventions au sein même de la LMR, puis du PSO. J'y ai participé dès 1975. Nous y avons vécu des moments mémorables, par exemple quand il fallut affirmer nos positions contre le harcèlement sexuel : en réponse à un article provocateur d'un camarade paru dans La Brèche, nous rédigeons le « Manifeste des Prud'Femmes » ! Un débat interne extraordinaire a même été organisé sur le sujet.

Lors du débat national sur le travail de nuit des femmes, provoqué par la dérogation accordée à l'entreprise horlogère ETA-Marin, la LMR refusait d'y voir une avancée dans l'égalité des femmes, même si un salaire supérieur leur était accordé. Les femmes de la LMR s'opposaient vigoureusement aux POCH-Frauen et à une partie du mouvement de femmes. Un Comité contre le travail de nuit soutenait les ouvrières de l'intérieur. Les détails valent la peine : des ouvrières nous ont remis les motivations de l'entreprise : « *Certains travaux conviennent mieux aux femmes parce qu'elles effectuent des activités semblables dans leur vie familiale. Les places de travail en question n'offrent que peu de possibilités de promotion (...) De la compréhension du partage du travail selon les sexes, il résulte que les hommes refusent ce genre de travail. Pour le **contrôle visuel**, il est indispensable de pouvoir s'adapter rapidement à un **modèle déterminé**. Les femmes possèdent généralement les meilleures capacités (par exemple leur compréhension des modèles de tricot). On peut constater une sorte de spécialisation basée sur la spécificité des femmes (rôle, sexe)* » (E. Thomke, ETA, 1984 – souligné dans le texte). L'indignation devant une telle « naturalisation des compétences féminines » nous motivait. Avec Marianne, nous rédigeons le Manifeste contre le travail de nuit des femmes, organisons à deux une conférence de presse nationale, et le compte-rendu paraissait en bonne position dans presque tous les journaux le lendemain, quelques jours avant les débats au BIT sur le sujet.

Avec la fécondation assistée, les « Nouvelles technologies de reproduction » (NTR) ont amené de grands débats entre les divers courants du mouvement féministe et dans les partis, entre les cultures alémaniques et francophones. Les premières réticentes aux dites avancées scientifiques et soupçonnant les intérêts de la chimie, et nous francophones plus marquées par les courants français encore empreints de foi dans le progrès. Des questionnements très riches ont permis aux unes et aux autres d'argumenter et d'élaborer ensemble des positions novatrices. Vivre à Bienne entre les deux cultures facilitait souvent la compréhension des points de vue.

Et abordons enfin les instances de la LMR : j'ai passé beaucoup de samedis et de week-end au Comité central et au Bureau politique. J'y ai donc pris part, j'ai contribué à prendre des décisions avec mes camarades, et les ai répercutées dans la section de Bienne ou dans la Commission Femmes. Après coup, je n'étais pas toujours fière des décisions (positions sur le Moyen Orient par exemple). J'assume ces responsabilités et aujourd'hui je n'ai pas les moyens de témoigner de ces moments. Il me reste un fort malaise de n'être pas à la hauteur, une pression à faire toujours davantage, un sentiment que les choses m'échappaient.

Comme membre du Bureau Politique, j'ai garanti la présence féminine et la « question femmes », avec Ursi, une camarade alémanique, en dépit de plusieurs tentatives brèves d'intégrer d'autres femmes. La lourdeur des samedis à Berne, des dossiers à lire, la complexité des sujets à traiter, me décourageaient. Par fidélité à l'engagement pris, je ne manquais pas les séances, même si j'ai parfois éprouvé un fort sentiment d'inutilité pour le parti, de temps gaspillé pour moi, et de temps volé à notre fils. La pression insidieuse voire culpabilisante me rendait docile, ressentant parfois une sorte de mépris à mon égard. Un autre membre du BP (Michel Thevenaz), père de famille, souffrait aussi face aux exigences et incompréhensions des autres, pourtant cadre avéré de la LMR. Il m'était

difficile d'exprimer ouvertement ma solidarité à son égard, les pressions et la loyauté au parti faisant écran. Mon inquiétude était de faire subir aux autres de tels traitements, à mon insu, d'où une résistance au rôle de pouvoir, de direction. La bataille pour les idées d'accord, mais surtout pas pour les postes.

Certains aspects du fonctionnement de l'organisation s'apparentaient au sectarisme, au « tout pour le parti », et ce d'autant plus que le temps occupé concrètement ne laissait que peu d'espaces pour les rencontres de vie normales, pour s'aérer, pour apprivoiser d'autres points de vue, pour prendre de la distance. Il était fréquent d'avoir une réunion quatre soirs dans la semaine, parfois même le midi, plus une le samedi ou le week-end entier, ou une manifestation. Et dans les périodes de campagne (crise horlogère, votation ...), les distributions de tracts devant les usines ou la gare commençaient à 6h15 le matin, puis à 11h15, et parfois s'ajoutaient les actions plus délicates comme les collages d'affiches (donc préparer le matériel et se glisser la nuit dans les lieux visés). Chaque samedi sans séance nationale, la vente de La Brèche au marché, par tous les temps, donnait envie de mettre dans la caisse l'équivalent de quelques ventes.

Après coup, ce peut paraître douloureux ou héroïque, mais tel n'était pas le sentiment sur le terrain ni a posteriori. Les enjeux des actions étaient clairs, la diffusion des idées vitale pour l'avenir, le ralliement de quelques personnes ou la mobilisation lors d'une belle manifestation, la parution d'un bon article sur nos projets dans la presse confortaient d'être sur la bonne voie et justifiaient tous les efforts consentis.

FEMINISME ET MODES DE VIE

Les thèmes et activités politiques liées au féminisme ont été traités dans le chapitre précédent, consciemment. Et désormais, quels liens entre vie privée, vie professionnelle et militantisme ?

Dans le contexte d'engagement précédemment décrit, la décision d'avoir un enfant n'était pas de mise, car primait l'urgence de la révolution et donc l'engagement total pour la faire advenir. En conséquence, l'annonce de la grossesse a été un moment épique et lourd de non-dits. A la naissance de David en 78, autant Paul que moi-même avons continué à assumer nos activités antérieures, sans appui familial, mais grâce à la solidarité et la générosité des camarades de la section biennoise, tou.te.s plus jeunes que nous. Nous avons vécu une dizaine d'années en petites communautés successives (avec un camarade, puis divers couples de camarades), partageant l'espace commun, les repas et les tâches quotidiennes. Nous étions l'appartement de référence, ouvert avec la table garnie. L'énorme complicité des ami.e.s camarades nous a permis de vivre agréablement cette période dans un milieu sans autre enfant que le nôtre, les camarades-ami.e.s prenant en charge David lors des séances nationales.

Nous avons su protéger le temps des vacances pour nous, pour aller en France, ou le partager avec d'autres camarades parents et leurs enfants, pour voyager et découvrir concrètement les réalités politiques. Nous inventions en effet une autre structure familiale, ouverte, partagée, solidaire. Sur la durée, nous avons pâti d'un manque cruel de temps privé, d'intimité de couple et parentale. Tout pendant que la motivation commune dans l'engagement était partagée avec Paul, chacun dans ses domaines propres, les échanges nourrissaient le couple. Lorsque la crise horlogère a cassé l'insertion ouvrière et que les perspectives d'avenir politique se sont ralenties, voire estompées, l'équilibre personnel et de couple s'est rompu. Au cours de la quarantaine, chacun de nous a reconstruit son propre projet professionnel et de vie afin de garantir un niveau de vie plus viable pour l'immédiat et la retraite. Jusqu'alors, peu nous importait, avec de maigres revenus nous vivions assez bien, même si la crise horlogère avait interrompu le travail de Paul, et que mes activités professionnelles ponctuelles ou mini postes de permanente politique, ne garantissaient que le quotidien, sans permettre d'anticiper l'avenir. Nous avons cinquante ans, David presque vingt,

lorsque chacun a pris son propre chemin.

Le privé est politique

Au fil des années, une évidence s'impose : l'engagement « féministe » marque tous les espaces de vie, privé et collectif, social et politique. La vie quotidienne, la répartition des tâches à la maison et dans la section, les échanges privés, ceux au travail ou en séance avec les camarades, la santé, la sexualité, la reproduction, requièrent un positionnement de chaque instant. Les débats dans le mouvement des femmes nous permettaient de mettre des mots, de percevoir les changements à l'oeuvre pour chacune de nous. Je suis femme, je suis vue comme femme, jugée comme telle pour ses actes et ses paroles en tant que femme, et en conséquence, amenée à assurer la cohérence pour être crédible autant dans le monde privé que professionnel, le parti ou la rue. Et qui plus est, femme et féministe, et c'est exigeant. Tu es femme et concernée dans ton corps, ton être, ta position sociale par tous les sujets. Le droit à l'avortement, la protection de la maternité, l'égalité salariale, le harcèlement sexuel, la violence machiste résonnaient dans le quotidien.

Dans la LMR, c'est resté « une question femme », largement une question de femmes, plutôt qu'une nécessité de changement des rapports de sexes. La logique « correctrice », visant à compenser les « déficits » dans la place des femmes, détournait de l'objectif d'une émancipation réelle, plus radicale. Beaucoup d'excellents débats ont eu lieu, des stages de formation, des articles - avec les apports indéniables des « Cahiers du féminisme » et de « Critique communiste » - ont mobilisé les femmes et les hommes, chacun.e dans sa position cherchait à avancer, avec conviction le plus souvent. Mais trop d'attitudes et de petites remarques assassines cassaient les efforts soutenus. « Le privé est politique » ne cesse de révéler sa puissance.

Une anecdote : à un congrès, le point « femmes » était prioritaire. Ayant la parole au nom de la Commission Femmes, j'avais préparé avec les autres camarades, jouant de nombreux « coupé-collé » dans mes notes pour intégrer les divers points de vue. A la fin de mon intervention – certes longue, un cadre m'interpelle en aparté avec « Tu te prends pour Fidel ! ». Remarque perçue comme violente et méprisante, comme si une femme n'avait pas le même droit à un discours argumenté ... comme se l'arrogeaient les chefs. L'émotion ressentie m'a mise hors jeu pendant tout le débat qui suivit. Et personne ne me demanda pourquoi. Comme bien d'autres fois, j'étais incapable de révolte, car incapacitée, le mépris me paralysait. Dans ces cas, j'enviais les fortes en gueule.

REVOLUTION, VIOLENCE ET DEMOCRATIE INTERNE

J'ai bien sûr et sagement lu La Brèche et Inprecor, les paquets de bulletins de débats de la Ligue et même ceux de la IVème Internationale. J'ai ainsi pu résonner aux luttes de libération des années 70 (Vietnam, Portugal, Espagne, Amérique latine), puis 80 avec Solidarnosc ou les dissidents d'URSS, participer en toute conscience aux meetings et aux manifestations, et partager de nombreuses rencontres personnelles lors de voyages privés. Toute cette énergie collective vraiment incarnée alimentait l'espoir d'un avenir meilleur plutôt qu'une foi dans la révolution.

Je me tenais à l'écart des actions violentes, intriguée par les groupes d'Allemagne ou d'Italie, et même en Suisse l'efficacité des manifs violentes ou les occupations d'ambassade me laissaient dans le doute. La lutte armée me semblait légitime dans les contextes révolutionnaires (lointains dans le temps ou l'espace), mais celle du Chili et d'Argentine m'a particulièrement touchée. Toutes ces personnes, le MIR et les Tupamaros, Les Brigades rouges ou la Bande à Baader, étaient de notre génération, et leur proximité humaine était réelle, mais leurs choix lointains. Le récent film « Une jeunesse allemande » démontre la violence des institutions de l'époque à leur encontre. Leurs témoignages hantaient parfois mes rêves et me questionnaient sur mes propres limites, au cas où... que ferais-je si ... ?

Les relations de pouvoir dans la LMR-PSO existaient comme dans toutes les organisations de la société, même si la parité numérique était probablement presque atteinte à la base. Les relations étaient clairement hiérarchiques et sexuées, et le sont restées en dépit des efforts volontaristes tant des femmes que des hommes. La parole, les décisions, les écrits, les débats ont été largement le fait des hommes, et surtout de ceux présents dans les instances nationales. Les règles implicites de vie pesaient lourd sur les choix privés, tant des femmes que des hommes même si de manière différente.

LE PSO ET LA PROLETARISATION

Un des prolétaires de la Ligue m'avait attirée à Bienne, la section s'était construite sur les objectifs d'insertion ouvrière dans l'horlogerie. Ensemble nous rendions fréquemment visite aux « contacts ouvriers ». Dans la Ligue, il faut reconnaître une certaine adulation pour les vrais prolos et le grand rôle qu'ils ont joué pour informer les têtes pensantes du Parti. Ces derniers remettaient en forme les réalités quotidiennes prolétaires et leurs analyses fort pertinentes permettaient de sentir la situation, de nommer les attaques patronales, d'organiser les grandes mobilisations, du soutien à l'occupation de LIP/Besançon à la grande manifestation horlogère de 1982. Un bel exemple de la complémentarité entre la base et la tête du parti, entre l'intérieur de l'usine et le monde extérieur (est-ce cela le rôle de l'avant-garde ?). Mais la violence de la crise horlogère eut le dernier mot : il resta 33'000 postes de travail sur 100.000 en une décennie.

A la même époque, la IV visait le tournant prolétarien. Chapeau à celles et ceux qui ont suivi l'appel de l'usine alors que d'autres perdaient leur propre insertion. La dureté d'un tel engagement m'a toujours impressionnée, et je suis restée à l'écart de cette option. Lors d'une des rares retraites du BP, un rapport du Secrétariat Unifié de la IV avouait l'échec de la prolétarisation, il n'était pour autant pas question de le dire franchement aux camarades concernés. Souvenir amer d'un double échec.

DEMISSION EVENTUELLE - FIN DE LA LMR

Restée fidèle jusqu'au dernier souffle de l'organisation, je ne suis toutefois pas capable de dater la fin de la LMR-PSO, ni des derniers BP. Que s'est-il passé ? Qui a décidé la fin officielle ? Probablement absorbée par le virage des alliances, à Bienne j'oeuvrais avec l'Alliance verte et sociale AVES/Grünes Bündnis, puis plus tard les Verts. De 84 à 93, j'étais élue au parlement local avec Sylviane Zulauf d'abord, puis d'autres camarades nous ont rejointes. Aucune ambition spéciale, je m'y sentais en fait porte-parole des activités sociales et des positions du PSO puis de l'AVES, et j'y défendais avec conviction les droits des femmes et des migrants, avec quelques petits succès et des échecs. Début des années 90, je bifurquais vers les études puis la reconstruction professionnelle.

APRES LA LMR/PSO..

Professionnaliser les compétences acquises dans l'engagement militant

Depuis mon arrivée en Suisse, je n'avais pas trouvé d'emploi satisfaisant et qualifié. Diverses preuves dans les entretiens d'embauche et les « Fiches de la Police fédérale » attestent que les entreprises, les écoles ou l'administration communale ne voulaient pas m'engager, d'abord parce qu'elles me savaient épouse d'un méchant rouge, puis leur peur d'une militante féministe trop présente dans une petite ville où tout se sait. Même les camarades du PS osaient me dire en fin d'entretien « on aimerait bien t'engager, on sait que Paul est chômeur, mais on ne peut pas ... » et

pleuvaient des motifs futiles pour cacher leurs craintes!

A la faveur d'une baisse de l'activité militante et d'une crise de couple, j'ai décidé de reprendre des études à 40 ans en Sciences de l'éducation à la FAPSE Genève, option formation d'adultes. J'y ai acquis des repères théoriques, des liens institutionnels, mais surtout la possibilité de professionnaliser les apprentissages accumulés au cours des activités associatives et politiques multiples menées depuis mes 20 ans. Je n'imaginais pas avant cette formation tout le potentiel tiré d'une certaine vadrouille professionnelle en Suisse (de 25 à 40 ans) doublée d'une activité militante prioritaire. Cette période suractive m'a aussi confrontée aux approches pédagogiques, à l'analyse de situation et de pratique. Partant de ces divers atouts, j'ai testé pour moi-même, puis développé une méthodologie de formation d'adultes basée sur l'identification des ressources accumulées dans toutes les sphères de la vie (famille, formation, emploi, loisirs, engagement), afin que les personnes puissent orienter consciemment leurs choix professionnels et personnels.

A partir de ma propre trajectoire faite de séquences discontinues, de mes contacts avec la vie des autres femmes, des chômeur.se.s ou des migrant.e.s, de mes lectures de la sociologie féministe (analyse du travail et des parcours de vie, trajectoires et compétences sexuées, mécanismes d'inégalité), et des échanges d'expériences avec d'autres professionnels, j'ai croisé diverses expériences vécues au fil des ans. La légitimité d'une telle approche au niveau professionnel et non plus bénévole/militante devenait plausible : valoriser ce potentiel de réinsertion consciemment pour moi et promouvoir la reconnaissance des compétences pour les autres.

C'est au début des années 90s que nous avons construit avec d'autres femmes une démarche pédagogique pour accompagner les personnes dans un travail de « bilan, valorisation et reconnaissance de leurs compétences, par la constitution d'un portfolio ». Des pratiques existaient déjà mais sans me convaincre. Repensées avec les apports de la pédagogie de la libération et de la conscientisation (Paolo Freire) ainsi que la pédagogie du mouvement des femmes (auto-conscience et auto-détermination individuelle et collective), ces diverses approches combinées entre elles ont servi à nourrir le projet institutionnel de « effe » à Bienne (www.effe.ch). Notre démarche permettait d'accompagner les personnes vers une réappropriation de leur/notre potentiel, de leur/notre idéal et de leurs/nos valeurs.

En contrepoint, je cherchais comment tirer parti des difficultés rencontrées à la LMR et au PSO, avec l'académisme des chefs, la puissance de la parole proférée du haut vers le bas, la prééminence de La Vérité, l'élitisme de l'avant-garde, l'éducation des masses. Je cherchais à prendre la distance avec ce type de relations humaines et intellectuelles parfois destructrices, souvent moralisantes. Je mettais la priorité à l'analyse de la pratique, de sa propre pratique dans son contexte, à la conscience des choix individuels et sociaux, à la capacité d'agir (empowerment) des personnes, à développer l'interdépendance entre les personnes et leurs appartenances multiples. J'ai progressivement appris à déconstruire les a priori, à décoder les attendus sociaux. Depuis lors, dans mes activités professionnelles et associatives depuis 20 ans, je partage avec plaisir ces perspectives de changement social dans le monde de l'éducation et de la formation des adultes, en Suisse et dans quelques projets en Afrique de l'Ouest.

Publications-témoignages « effe » aux Editions d'en Bas : Bilan-portfolio, histoire d'une pratique (1997) et Déployer ses compétences, l'envol du cerf-volant (2007).

A POSTERIORI...

Dans les « luttes féministes », comme dans la plupart des objectifs politiques, nous visions avec beaucoup d'enthousiasme et d'espoir des changements profonds. Les analyses de situation tendaient à magnifier les germes de rupture et ainsi à croire à leur développement. Mais nous avons sous-estimé naïvement les pressions du contexte global, les rapports de force en notre défaveur, les lenteurs des processus de changement, et nos propres lenteurs à vivre le changement. Sans céder au défaitisme, il me faut admettre que les engrenages du capitalisme et du consumérisme s'avèrent très

puissants. Un changement radical reste à l'ordre du jour, ou plutôt du siècle ! La lutte des classes au cœur certes, mais de manière bien plus complexe que nous le prétendions.

Nous avons mis des grains de sable dans les mœurs, les relations au travail, les oppressions et en avons profité nous-mêmes. Nous avons contribué aux espoirs des années 70, vécu des bouleversements et forgé une génération de résistant.e.s. Tout cela valait la peine d'être vécu. Les erreurs collectives et individuelles m'ont permis d'apprendre, les rencontres humaines chaleureuses ont marqué nos soirées, des amitiés se sont poursuivies en Suisse et à l'étranger. Un profond sentiment d'appartenance à un même idéal de société me permettait et me permet encore de nouer des relations humaines de confiance avec « les camarades d'hier ». De nouvelles complicités se développent autour des enjeux actuels de l'environnement, les migrations, des formes multiples de guerre sociale, économique, religieuse ou politique. Comment nos apprentissages peuvent-ils se renouveler, s'enrichir des nouvelles problématiques sociales? Nous poursuivons à poser des graines, à recueillir quelques fruits, mais plus modestement qu'espéré.

Je désire que mes réponses soient publiées sans indication de mon identité (une croix après la réponse adéquate):INDIFFERENT

Date et lieu

Bienne, écrit en mars-juin 2016.

Marie-Thé Sautebin-Pousse